

Déclaration liminaire

CDEN du 18 février 2021

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Situation sanitaire oblige, nous voici encore une fois réunis en visio, privant les uns et les autres d'interactions propices à l'émergence d'un vrai débat. Mais reconnaissons que c'est une sage décision emprunte d'une prudence rendue nécessaire, indispensable même, en regard à l'emprise grandissante d'un virus dont les mutations permettent aux pédagogues d'introduire des séquences géographiques, politiques ou même d'éducation civique, et aux scientifiques d'accélérer des recherches guidant nos politiques dans des choix certes complexes mais surtout à géométrie variable.

Ainsi, les « foires aux questions » (que nous appelons FAQ) se succèdent à un rythme effréné. On en compte 21 depuis le début de l'année scolaire, soit une par semaine puisque nous sommes dans la 21^{ème} semaine de classe.

Prenons celle du 8 février qui disait qu'au premier cas confirmé de variant anglais la classe fermait, élèves et enseignants étaient considérés comme contacts à risque. Le 12 février, soit 4 jours plus tard, on ne ferme plus, on fait une « étude approfondie » pour voir l'état du remplacement, non, excusez-moi, pour déterminer une éventuelle liste de contacts à risques. Pour les autres variants, certains sont passés de l'état de contacts à risque à faisant partie de l'étude approfondie. Le tout avec des subtilités langagières induisant un doute quant à l'interprétation de la demande.

A noter que les études scientifiques faisant passer le variant anglais du camp des très très méchants au camp des méchants ont été réalisées avec une vélocité (quatre jours) qui étonne même nos chercheurs, et nous avons des chercheurs renommés dans les rangs de l'UNSA Education.

Vous comprendrez Monsieur l'Inspecteur d'Académie que cheffes et chefs d'établissements comme directrices et directeurs d'écoles ne savent plus ce qu'il faut faire, quand il faut le faire, comment il faut le faire. La valse des FAQ avec chacune ses instructions contradictoires laisse penser que nous subissons une improvisation permanente ; n'ayons pas peur des mots surtout quand on parle de maux. Cette improvisation permanente ne peut qu'être source de stress pour chacun et nuit gravement à la sérénité nécessaire aux agents du service public d'éducation pour l'accomplissement de leurs missions. Quand nous parlons des agents, nous parlons bien de tous ces personnels éducation nationale et territoriaux qui œuvrent dans nos écoles, nos établissements scolaires et nos structures administratives.

Quant à cette carte scolaire 1^{er} degré, d'un point de vue structurel si elle peut laisser croire qu'elle est confortable, nous la trouvons osée.

Osée par ce que le flou demeure sur les 11 postes qui devaient abonder la dotation pour la rentrée 2020.

Osée car ce que vous nous aviez annoncé dès le CTSD de septembre concernant les postes RASED, vous l'appliquez. Ainsi, ce sont deux postes d'enseignants spécialisés que vous effacez par « pragmatisme ». A notre demande d'attractivité pour ces postes, vous répondez par suppression. A chacun de se faire une idée de ce qu'il adviendra des 15 autres postes non pourvus à ce jour. Pour l'heure, l'UNSA Education crie RASED EN DANGER !

Osée car aux 30 postes de remplaçants fermés l'année dernière et aux dizaines d'autres fermés depuis dix ans votre réponse est l'ouverture de 20 postes seulement. Aurions-nous trop de remplaçants que

vous deviez avoir recours à l'embauche de contractuels ? Et si la crise sanitaire accentue le besoin, n'oublions pas que le recours aux contractuels pour assurer des remplacements n'est pas nouveau.

Osée par l'ouverture de nouveaux sites bilingues sans avoir les ressources humaines nécessaires pour y nommer des professionnels formés.

Osée car avec seulement 8 postes pour les nécessaires mesures d'ajustement de juin et celles de septembre, les arbitrages vont être très compliqués, surtout en maternelle.

Oui, osée... sauf si vous allez nous annoncer une dotation « confortable » pour pouvoir mettre en place les priorités gouvernementales dont une n'est pas rappelée : assurer un service public de qualité sur l'ensemble du territoire.

Quant au 2° degré, nous allons encore et toujours déplorer que les moyens en langues alloués aillent particulièrement en direction de l'allemand et aux sections bilingues dont le vivier de personnels habilités reste insuffisamment fourni pour répondre aux besoins, d'où le recours aléatoire à des contractuels de bonne volonté mais n'étant pas outillés ni suffisamment formés pour remplir leurs missions de manière satisfaisante ni pour eux, ni pour les bénéficiaires.

Nous déplorons encore et toujours que les élèves d'ULIS et d'UPE2A ne soient toujours pas comptabilisés dans les effectifs des niveaux ce qui amène à une situation ubuesque : ils ne peuvent être intégrés dans des classes déjà surchargées et restent dans leur section. C'est donc une inclusion à minima qui est pratiquée dans beaucoup d'endroits. Il est même stupéfiant alors que les problématiques sont connues, que la dotation horaire pour les UPE2A passe de 20 à 19h00. Harmonisation allez-vous nous répondre. Mais cette harmonisation se fait par le bas, toujours au détriment des élèves qui en ont le plus besoin et donc non conforme à l'éthique même de l'École de la République.

Parlons aussi des HSA. D'une heure obligatoire (l'obligation de l'heure supplémentaire reste toujours discutable dans l'esprit) on est passé à deux heures. Et maintenant, vous actez quasiment l'obligation d'une troisième heure pour un grand nombre de collègues puisque, hausse de cette dotation spécifique (qui représente à peu près 10% de la DHG) oblige, ces collègues subissent ici ou là des pressions hiérarchiques afin qu'ils les acceptent.

Nous pourrions aussi parler des cités éducatives dont la transparence dans le discours n'est pas en adéquation à la réalité du terrain.

Ou encore du lycée Franco-Allemand à Vauban : annonce présidentielle et/ou ministérielle avant réflexion d'où une précipitation dans la mise en œuvre de ce x^{ième} dispositif se superposant aux existants comme classe internationale allemand, classe bilingue allemand, école européenne ? A noter que le public ciblé est plus que sensiblement le même et que les importants moyens déployés se font sur le compte des autres usagers du service public d'éducation. Nul doute que les élèves allemands vont se précipiter. Ou pas d'ailleurs...

Pour conclure, l'UNSA Education reste très perplexe quant aux choix effectués dans le cadre de la préparation de la prochaine année scolaire.

Le Gréki me rappelait ce weekend qu'en tout il faut peser le pour et le contre avant de se décider. Nous supposons que vous l'avez fait, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, en toute conscience nous n'en doutons pas, sans plier espérons-nous devant les pressions trop souvent politiques dont vous êtes l'objet.

Nous, nous nous prononcerons en fin de séance, en toute conscience, et sans plier aux pressions politiques ou autres mais en ayant à cœur de répondre aux mandats que nous ont confiés les collègues dont le premier et le plus important, celui de les représenter.

Je vous remercie.